



ONU FEMMES



RAPPORT ANNUEL
2013-2014

ONU FEMMES

EST L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONSACRÉE À
L'ÉGALITÉ DES SEXES ET À
L'AUTONOMISATION DES FEMMES.

PORTE-DRAPEAU MONDIAL DE LA CAUSE DES FEMMES ET DES
FILLES, L'AGENCE A ÉTÉ CRÉÉE POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS
EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION DES FEMMES
ET DES FILLES ET POUR RÉPONDRE À LEURS BESOINS DANS
LE MONDE ENTIER.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires: renforcer le leadership et la participation des femmes; mettre fin à la violence contre les femmes; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité; renforcer l'autonomisation économique des femmes; et mettre l'égalité des sexes au cœur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

SOMMAIRE

RAPPORT ANNUEL 2013-2014

Avant-propos	3
Nous soutenons les progrès accomplis par les normes mondiales	4
Domaines d'intervention prioritaire	
<i>Guider la transformation politique</i>	6
<i>Défense des droits économiques</i>	8
<i>Élimination de la violence envers les femmes et les filles</i>	10
<i>Placer l'égalité au cœur de la paix</i>	12
<i>Planification et budgétisation favorables à l'autonomisation</i>	14
Le système des Nations Unies unit ses forces	16
Établissement de partenariats pour le changement	18
Fonds d'affection spéciale	
<i>Le Fonds d'affectation spéciale d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes</i>	20
<i>Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes</i>	22
États financiers	24
ONU Femmes dans le monde	28

EN 2013, ONU FEMMES A CONTRIBUÉ DIRECTEMENT À DES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE DANS 96 PAYS, AFIN DE SOUTENIR ESSENTIELLEMENT LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES (85 PAYS), LE LEADERSHIP ET LA PARTICIPATION (71 PAYS) ET L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES (67 PAYS).



CI-DESSUS : La Directrice exécutive d'ONU Femmes Phumzile Mlambo-Ngcuka visite le camp de Topping qui accueille des personnes déplacées au Soudan du Sud. Les femmes y connaissent des conditions de vie épouvantables, mais elles sont déterminées à reconstruire leur pays. Un signe de progrès : les équipes de négociation des deux parties aux pourparlers de paix comprenaient des femmes.
PHOTO : Christian Mulumba/ONU Femmes

Avant-propos de la Directrice exécutive

UN TOUT NOUVEAU MOUVEMENT MONDIAL EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

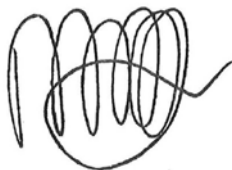
En 2013 et 2014, ONU Femmes a poursuivi son action en faveur d'un monde dans lequel les femmes et les hommes, ainsi que les filles et les garçons, sont égaux. De l'évolution positive des règles et des normes au renforcement du leadership et de la participation des femmes, en passant par le soutien à l'autonomisation économique des femmes et la lutte contre la violence envers les femmes et les filles, nous affichons de belles avancées avec nos partenaires.

Nous unissons nos forces pour lancer un mouvement mondial en faveur de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et des droits fondamentaux des femmes et des filles. Actuellement, comme la communauté internationale s'emploie à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), à définir un cadre de développement pour l'après-2015 et à évaluer les progrès accomplis depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing, en 1995, une occasion unique se présente à nous pour réaliser davantage de progrès. L'accord conclu lors de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en 2014 jette des bases solides pour l'élaboration d'un programme de développement mondial transformateur qui lutte contre l'inégalité structurelle entre les sexes.

Depuis que j'ai pris les rênes d'ONU Femmes en août 2013, j'ai mis l'accent sur le renforcement des partenariats visant à agir concrètement et sur l'importance d'un système onusien uni dans l'action pour les femmes et les filles. Nous nous adressons aux hommes et aux garçons, et tandis que nous aidons les gouvernements dans leur développement national, nous collaborons plus étroitement avec les groupes de femmes, la société civile et le secteur privé.

Chaque fois que davantage de femmes sont élues au parlement, ou que davantage de filles terminent leurs études et obtiennent un diplôme universitaire, nous progressons. Chaque fois que des auteurs de violence envers les femmes sont poursuivis et traduits en justice, et que de nouvelles lois sont adoptées et appliquées pour protéger les droits des femmes, nous allons de l'avant. Chaque fois que les voix des femmes sont entendues lors de pourparlers de paix et de l'édification d'une nation, et que davantage de ressources sont consacrées à la pleine participation équitable des femmes, nous progressons encore de quelques pas.

Ce rapport annuel présente les progrès accomplis et démontre le potentiel d'ONU Femmes. Je remercie toutes les personnes qui travaillent avec nous et à nos côtés. Ensemble, nous pourrions parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes au 21^e siècle.



Dr. Phumzile Mlambo-Ngcuka
*Secrétaire générale adjointe de l'ONU
et Directrice exécutive*

NOUS SOUTENONS LES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LES NORMES MONDIALES

LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES A APPROUVÉ L'INCLUSION D'UN OBJECTIF DISTINCT RELATIF À L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 AINSI QUE L'INTÉGRATION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS L'ENSEMBLE DE CE PROGRAMME.

ONU Femmes joue un rôle de premier plan en appuyant les améliorations des règles et normes mondiales qui favorisent le respect de l'égalité des sexes. Nous apportons nos connaissances poussées et des données probantes, nous défendons des causes cruciales, nous réunissons les principales parties prenantes, et nous collaborons avec les États membres de l'ONU pour parvenir à des consensus et sceller des accords portant sur de nouveaux engagements.

LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DE L'ONU ET LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

2014 a vu converger les efforts indispensables de la communauté internationale pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici l'échéance fixée à 2015 et débattre d'une nouvelle feuille de route mondiale pour le développement durable. ONU Femmes a joué un rôle de premier plan dans la défense des droits des femmes et de leur autonomisation, qu'elle s'est employée à placer au centre des débats et de l'action intergouvernementaux. Notre plaidoyer stratégique a notamment mis l'accent sur trois domaines : l'élimination de la violence envers les femmes et les filles ; leur accès aux possibilités et aux ressources ; et le pouvoir décisionnel des femmes au sein des institutions publiques et privées. Nous avons réclamé l'intégration de l'égalité des sexes dans toutes les dimensions du futur programme de développement mondial.

Grâce au soutien apporté par ONU Femmes à la session 2014 de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, pour la première fois, les États membres ont évalué les progrès accomplis en faveur des femmes et des filles dans la poursuite des huit OMD, et ils ont identifié les facteurs qui entravent leur accomplissement, tels que les rapports de force inégaux entre les femmes et les hommes, la pauvreté, les lois et normes sociales discriminatoires, et les pratiques préjudiciables. Ils ont admis ne pas avoir suffisamment combattu des problèmes comme la violence envers les femmes et les filles, la part disproportionnée de service de soins non rémunéré à leur charge, l'accès inégal à un emploi décent et aux ressources productives, ainsi que les obstacles persistants aux droits des femmes en matière de procréation.

Par conséquent, la Commission de l'ONU a exhorté les États membres à adopter une approche globale et transformatrice pour relever les défis existants. Elle a approuvé l'inclusion d'un objectif distinct relatif à l'égalité des sexes dans le programme de développement pour l'après-2015 ainsi que l'intégration de l'égalité des sexes dans l'ensemble de ce programme, des buts également poursuivis et défendus par l'Assemblée générale des Nations Unies.

BEIJING+20 ET AU-DELÀ

Pour marquer le 20^e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Beijing, en 2015, tant l'Assemblée générale des Nations Unies que le Conseil économique et social de l'ONU ont demandé un examen et une évaluation du Programme d'action de Beijing. ONU Femmes mène la mobilisation sociale et politique pour une accélération de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, qui reste après 20 ans l'engagement international le plus ambitieux, bien que non encore tenu, envers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En vue de faire tout particulièrement participer les plus jeunes à ce programme visionnaire, ONU Femmes a lancé une campagne mondiale intitulée « Autonomisation des femmes, autonomisation de l'humanité – Imaginez ! ». Celle-ci vise à alimenter le débat sur les résultats atteints depuis Beijing et sur les mesures nécessaires pour combler les lacunes actuelles.



AUTRES RÉALISATIONS

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 2122, qui renforce l'action cohérente en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, une position défendue depuis longtemps par ONU Femmes. Cette résolution établit un lien on ne peut plus clair entre l'égalité des sexes et la paix et la sécurité internationales. Elle réitère l'obligation de placer le leadership des femmes au centre de tous les efforts déployés pour résoudre les conflits et promouvoir la paix.

Encouragés par le plaidoyer d'ONU Femmes, les États membres de l'ONU continuent à prendre de nouveaux engagements envers les femmes et les filles dans de nombreux domaines. Les femmes dans le développement, la violence envers les travailleuses immigrées, les améliorations apportées pour les femmes dans les zones rurales, ainsi que l'égalité des sexes et le changement climatique en sont de récents exemples. Par exemple, des gouvernements ont accepté d'éliminer les systèmes de parrainage abusif des travailleuses immigrées et de réformer les lois et politiques existantes pour faire respecter leurs droits.

DES NORMES À L'ACTION

La Commission de la condition de la femme de 2013 est parvenue à un accord capital sur la prévention et l'élimination de la violence envers les femmes et les filles, et elle a publié un plan complet comportant 69 mesures à l'intention des gouvernements et autres parties prenantes. Depuis lors, ONU Femmes s'est activée dans le monde entier pour traduire cet engagement et les autres engagements internationaux en de véritables avancées pour les femmes et les filles.



CI-DESSUS : Pour marquer le 20^e anniversaire du Programme d'action de Beijing, ONU Femmes a lancé une campagne d'un an, et elle défend les réalisations des femmes. Monica Paulus, qui a survécu à la violence basée sur le genre, n'a pas peur, aujourd'hui, de protéger les femmes contre les accusations mensongères de sorcellerie dans les montagnes de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

PHOTO : Vlad Sokhin/ONU Femmes

Par exemple, notre initiative mondiale « Des villes sûres » comporte deux volets : le programme mondial « Des villes sûres, exemptes de violence à l'égard des femmes et des filles » et un programme commun mis sur pied avec ONU-Habitat et l'UNICEF, intitulé « Des villes sûres et durables pour tous ». Plus de 17 villes y participent, du Caire à Dublin et de Kigali à Sakai en passant par Le Cap et Quito. Des municipalités, des groupes de la société civile, des organismes onusiens et des entreprises se sont mobilisés pour prévenir le harcèlement sexuel et les autres formes de violence dans les lieux publics urbains et pour y réagir.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple, divers partenaires de la ville de Port Moresby œuvrent pour créer des marchés plus sûrs. Ils ont formé des associations de marchands, qui rassemblent surtout des femmes, pour adopter des mesures préventives, et ils ont introduit des méthodes de paiement scripturales qui diminuent les risques de vol.

GUIDER LA TRANSFORMATION POLITIQUE



ÉLECTIONS

2013 a vu un triomphe pour les femmes de toute l'Amérique latine, puisqu'elles ont obtenu de nouveaux sièges lors des élections parlementaires organisées dans huit pays. Si l'on compare les moyennes régionales, c'est maintenant en Amériques que la participation des femmes aux assemblées législatives est la plus élevée au monde. ONU Femmes aide les dirigeantes de tous les pays à ouvrir un nouvel espace politique.

Pour Silvia Ayala, une dirigeante du Honduras : « Nous, les femmes, nous représentons la majorité de la population. Nous exclure de la prise de décisions n'est pas très respectueux du modèle démocratique. »

Le scrutin de 2013 a fait passer la proportion d'élues au **HONDURAS** d'un peu plus de 19 pour cent en 2009 à 25 pour cent. ONU Femmes a formé des candidates des différents partis politiques, dont Mme Ayala, afin qu'elles mènent une campagne électorale plus efficace et qu'elles œuvrent de concert pour répondre à leurs préoccupations communes relatives à l'égalité des sexes.

EL SALVADOR, pays voisin du Honduras, a adopté en 2013 une loi portant sur les partis politiques qui impose pour la première fois la présence d'un minimum de 30 pour cent de femmes parmi les candidats inscrits sur les listes des partis politiques. Grâce aux outils et formations d'ONU Femmes, les préparatifs des politiciennes en vue

des élections municipales de 2015, qui verront l'application de cette nouvelle loi, ont adopté un rythme plus soutenu.

Nous avons également obtenu des avancées significatives dans d'autres régions du monde, comme le doublement du nombre de femmes au sein de l'Assemblée nationale du **CAMEROUN**, qui comporte actuellement 31 pour cent de femmes. ONU Femmes y a collaboré avec la commission électorale nationale et d'autres partenaires afin de modifier le code électoral pour que davantage de femmes participent au scrutin. En outre, nous avons aidé la **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** à mettre sur pied une nouvelle

« NOUS, LES FEMMES, NOUS REPRÉSENTONS
LA MAJORITÉ DE LA POPULATION.
NOUS EXCLURE DE LA PRISE DE DÉCISIONS N'EST PAS TRÈS RESPECTUEUX DU
MODÈLE DÉMOCRATIQUE. »

- SYLVIA AYALA, UNE DIRIGEANTE DU HONDURAS.

commission électorale et à instaurer un quota minimum de 30 pour cent de femmes dans son administration.

Lors des élections de 2013 au **PAKISTAN**, un nombre sans précédent de femmes a pris part au scrutin. Une importante campagne d'inscription des électeurs y a été menée, et ONU Femmes, le PNUD et d'autres partenaires de l'ONU ont collaboré avec la Commission électorale pour intégrer l'égalité des sexes dans la gestion des élections, notamment grâce à l'adoption par les partis politiques, les observateurs électoraux et les médias de codes de conduite respectueux des femmes, et à du matériel pédagogique destiné aux électeurs et conçu spécifiquement pour les femmes. Avec ses partenaires nationaux en **AFGHANISTAN**, ONU Femmes a formé 154 candidates aux conseils provinciaux, sur les 306 femmes qui se présentaient aux élections de 2014, les aidant ainsi à construire des réseaux pour résoudre les problèmes les plus courants.

Avec l'aide d'ONU Femmes, le Réseau politique tous partis confondus des jeunes femmes du **CAMBODGE** est devenu le premier forum du genre dans ce pays, et c'est le seul à avoir rassemblé tous les partis politiques à la veille des élections de 2013.

PAGE CI-CONTRE : *La participation des femmes à la vie politique en Amérique latine a fait un bond en avant : cette région abrite le plus grand pourcentage de femmes parlementaires au monde. Le Honduras est l'un des huit pays où leur nombre a augmenté en 2013. ONU Femmes aide les politiciennes à mener des campagnes efficaces.*

PHOTO : Jorge Cabrera/Reuters/Corbis

CONSTITUTIONS ET RÉFORMES JURIDIQUES

La nouvelle Constitution de la **TUNISIE** a marqué un tournant décisif pour les droits des femmes. Au cours de sa rédaction, ONU Femmes a travaillé avec des défenseurs de l'égalité des sexes pour produire en permanence des éléments probants et des arguments destinés à orienter les débats de l'Assemblée constituante, portant sur des thèmes tels que le principe de la parité entre les sexes et les engagements pris en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). ONU Femmes, le ministère des Femmes et des Affaires familiales et le Centre Wilson ont organisé un atelier régional dans la capitale, Tunis, pour permettre aux participants venus de sept pays de partager des enseignements concernant l'intégration réussie des droits de la personne et de l'égalité des sexes dans d'autres constitutions. La Constitution de la Tunisie, adoptée à la fin 2013, comprend des dispositions visant à garantir la parité entre les sexes dans toutes les assemblées élues ; à faire respecter les droits relatifs au divorce et au mariage, ainsi qu'à l'emploi ; et à obliger l'État à prendre des mesures pour éliminer toutes les formes de violence envers les femmes.

Alors que le **MEXIQUE** fêtait le 60^e anniversaire du droit de vote pour les femmes, le Congrès a approuvé des dispositions constitutionnelles sur la parité entre les sexes dans la représentation politique, un pas en avant que l'on doit au plaidoyer commun de politiciens, de législateurs, de partis politiques, d'organisations de

la société civile, de leaders et d'autres personnes, tous soutenus par ONU Femmes. Après des dizaines d'années de débat sur la discrimination positive au **GUATEMALA**, ONU Femmes a soutenu les défenseurs des droits des femmes et des membres de partis politiques dans un dernier effort pour faire passer une proposition de loi sur les élections et les partis politiques qui prévoit un quota de représentation de minimum 30 pour cent de femmes.

Le plaidoyer ciblé d'ONU Femmes auprès des décideurs politiques du **MALAWI** a contribué à l'adoption de sa loi sur l'égalité des sexes. Conformément à la CEDEF, celle-ci contient un ensemble complet d'engagements pour les droits des femmes, notamment par l'instauration de quotas de 40 à 60 pour cent de femmes dans la fonction publique et l'interdiction des pratiques traditionnelles préjudiciables et du harcèlement sexuel. Le **SÉNÉGAL** a modifié son code de la nationalité afin que les femmes ne ne soient plus victimes d'une règle discriminatoire portant sur l'acquisition de la nationalité par le mariage, la naissance ou l'adoption.

En **AFRIQUE DU SUD**, ONU Femmes a appuyé la campagne du ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Personne handicapée visant à empêcher l'adoption par le parlement du projet de loi sur les tribunaux traditionnels. Celui-ci, ensuite abandonné, contenait des dispositions favorables à la réapparition de tribunaux traditionnels dans certaines régions, risquant de faire régresser les droits des femmes.

DÉFENSE DES DROITS ÉCONOMIQUES

« APRÈS AVOIR ÉTÉ
CONFRONTÉE À TANT
DE PROBLÈMES,
JE SUIS DEVENUE
LEADER
À L'ÉCHELLE
LOCALE.
AUJOURD'HUI, JE ME
SENS MAÎTRE DE MON
DESTIN. JE SUIS UN
EXEMPLE À SUIVRE POUR
MON VILLAGE. »

- KALPANA GIRI, ANCIENNE
TRAVAILLEUSE DOMESTIQUE QUI
A REJOINT POURAKHI, UN RÉSEAU
SOUTENU PAR ONU FEMMES.

DOMESTIQUES

Les domestiques nettoient des maisons et s'occupent des enfants aux quatre coins du monde, mais ils jouissent rarement des mêmes droits et du même respect que les personnes qui exercent un autre métier. Néanmoins, la situation commence à changer.

Kalpana Giri a quitté la campagne népalaise pour travailler dans des maisons à l'étranger ; elle y a subi de mauvais traitements et y a été lésée sur le plan salarial. De retour dans son village, elle a rejoint Pourakhi, un réseau soutenu par ONU Femmes qui vient en aide aux femmes comme elle. « Après avoir été confrontée à tant de problèmes, je suis devenue leader à l'échelle locale, dit-elle avec fierté. Aujourd'hui, je me sens maître de mon destin. »

Les travailleuses domestiques qui défendent leurs droits, soutenues dans de nombreux pays par ONU Femmes, ont attiré l'attention de la communauté internationale sur un problème autrefois ignoré. C'est ainsi qu'a été adoptée la Convention 189 de l'Organisation internationale du travail, d'importance historique. Cette Convention est entrée en vigueur en 2013 et a octroyé aux domestiques, habituellement non protégés par les lois, les mêmes droits qu'aux autres travailleurs. On compte jusqu'à 100 millions de domestiques dans le monde, qui travaillent aussi bien dans leur propre pays qu'à l'étranger. La majorité d'entre eux sont des femmes.

Les **PHILIPPINES**, deuxième pays à avoir ratifié cette convention en 2012, l'ont intégrée dans leur législation nationale. ONU Femmes et des défenseurs philippins des droits des femmes ont appuyé l'adoption du *Batas Kasambahay Bill*, un projet de loi qui énonce les droits des travailleurs domestiques tels que le salaire minimum et le nombre maximum d'heures de travail quotidien. La Fédération nationale des travailleurs domestiques du **BRÉSIL**, soutenue depuis longtemps par ONU Femmes, a animé un débat public passionné à la suite duquel la constitution brésilienne a été modifiée pour instituer les droits à l'assurance chômage et aux heures supplémentaires, ainsi qu'une dizaine d'autres droits essentiels, pour les travailleurs domestiques. En outre, le Brésil a pris des mesures pour améliorer l'analyse de données complètes qui permettront de mieux comprendre les besoins des travailleurs domestiques et de mieux y répondre.

ONU Femmes a également aidé l'Association des employés de maison de la **JAMAÏQUE** à se transformer en un syndicat officiel, ce qui lui donne davantage de poids pour défendre les droits de 58 000 employés. Au **KAZAKHSTAN**, un partenariat instauré avec la Fédération des syndicats a donné lieu à la publication de conseils basés sur les normes internationales destinés aux employeurs de travailleurs domestiques, et d'un modèle de contrat de travail dont l'utilisation est recommandée.

COOPÉRATIVES ET ASSOCIATIONS

Dans les communautés démunies surtout, l'aide apportée par ONU Femmes se concentre sur les dimensions pratiques de meilleurs moyens de subsistance qui mènent directement à l'autonomisation. En Haute-**ÉGYPTE**, la région la plus marginalisée du pays, nous avons aidé des femmes à former des coopératives agricoles. Une grande première dans cette région, ces femmes y élèvent du bétail de manière collective et offrent à de nombreux membres de leur communauté leur seule chance de gagner leur vie. Une formation en développement d'entreprises a contribué à la réussite de ces coopératives. Dans le cadre d'un programme conjoint de l'ONU au **LIBÉRIA**, ONU Femmes a contribué à améliorer le niveau d'alphabétisation de 20 000 femmes issues des milieux ruraux et à renforcer leurs compétences de leaders et de gestionnaires de petites entreprises. Des mécanismes locaux d'épargne et de crédit mettent les ressources en commun et octroient des prêts aux entreprises afin de favoriser leur croissance.



Non seulement, par rapport aux hommes, les femmes d'Afrique subsaharienne courent un risque accru de contracter le VIH/sida, mais elles sont également plus vulnérables sur le plan économique du fait de la discrimination basée sur le genre dont elles sont victimes. Dans le camp de réfugiés de Gihembe, au nord du **RWANDA**, qui abrite environ 20 000 Congolais, ONU Femmes, ONUSIDA, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial aident les femmes vivant avec le VIH/sida à se doter de moyens de subsistance qui contribuent à leur autonomisation dans divers domaines. Les femmes y cultivent ensemble de petits lopins de terre et prennent des décisions collectives, ce qui éveille en elles un sentiment d'appartenance à une communauté. Une partie des récoltes peut être utilisée pour satisfaire leurs besoins nutritionnels accrus liés

à la séropositivité. Le reste peut être vendu. Comme la petite entreprise de ces femmes connaît un véritable succès, elles acquièrent aussi davantage de confiance et combattent ainsi la stigmatisation liée au VIH/sida.

CI-DESSUS : Les travailleuses domestiques et immigrées comme Mina, qui a quitté l'Indonésie pour travailler à Singapour, apportent une contribution significative à l'économie, mais leurs droits sont souvent bafoués. ONU Femmes stimule le plaidoyer convaincant grâce auquel des lois et des normes changent dans le monde entier.
PHOTO : Susan Meiselas/Magnum Photos

CONNAISSANCES ET RÉSEAUTAGE

En vue d'encourager l'apprentissage à l'échelle planétaire, ONU Femmes a lancé le portail de connaissances sur l'autonomisation économique des femmes empowerwomen.org. Celui-ci connecte les gens afin de favoriser la collaboration et les innovations qui contribuent à améliorer les conditions de vie des femmes sur le plan économique. Au cours de ses six premiers mois d'existence, ce site a reçu 40 000 visites en provenance de plus de 180 pays. Il a rassemblé une communauté virtuelle de décideurs politiques, de chercheurs, d'enseignants, d'étudiants, d'entrepreneurs, de militants de la société civile, d'investisseurs à impact social et d'acteurs du changement social. Les ressources et outils disponibles couvrent des thématiques telles que la transformation du lieu de travail, l'accès aux ressources et l'énergie durable.

ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES

MOBILISATION DES HOMMES

La cuisine a changé l'idée que se faisait Augusto Magaia de bien des choses. Comme de nombreux hommes au **MOZAMBIQUE**, il a longtemps considéré que la cuisine était un domaine réservé aux femmes, et il craignait d'être ridiculisé par ses pairs s'il s'y aventurerait. Mais en prenant une casserole et en suivant quelques instructions élémentaires, il a appris ceci : « ce que fait une femme, je peux le faire également. » Et le contraire est vrai aussi, un message sur lequel il insiste lorsqu'il parle de l'égalité des sexes.

Augusto Magaia est l'un des 1600 hommes qui ont suivi les cours donnés par le réseau HOPEM Men for Change, soutenu par ONU Femmes. Celui-ci encourage les hommes à participer davantage aux tâches domestiques afin qu'ils puissent réfléchir aux rôles assignés à chacun des sexes, comprendre les avantages de l'égalité des sexes et éviter l'adoption d'un comportement violent. Les membres du réseau portent un t-shirt sur lequel est imprimé le slogan « Real men are not afraid of equality » (« Les hommes, les vrais, n'ont pas peur de l'égalité ») et se rendent dans des bars, des boîtes de nuit et d'autres lieux publics où ils mènent une campagne de sensibilisation de l'opinion publique, et ils suscitent l'intérêt grâce à une nouvelle cuisine mobile.

Dans différents pays, ONU Femmes encourage les hommes à prévenir la violence envers les femmes par divers moyens créatifs. Nous avons travaillé avec le Centre de ressources pour les hommes du **RWANDA**, par exemple,

pour apprendre à 3000 leaders locaux, hommes et femmes, que les femmes ont la même valeur que les hommes, et pour leur expliquer les droits des femmes et les rôles que doivent jouer les hommes dans la défense de leur exercice. Cette formation aborde les rôles assignés à chacun des sexes et les normes traditionnelles qui favorisent le pouvoir masculin. Les participantes nous ont signalé subir beaucoup moins de violences à la maison et faire l'objet d'un plus grand respect.

Dans le nord de l'**ÉTHIOPIE**, la formation de 100 leaders de l'Église orthodoxe, organisée avec l'aide d'ONU Femmes, a eu pour effet de les hisser au premier plan de la sensibilisation, puisqu'ils incitent leurs ouailles à changer d'état d'esprit et à adopter de nouvelles normes. Dorénavant, ces prêtres sont à même de prodiguer des conseils de prévention de la violence envers les femmes et de prêter assistance à ses survivantes. Les églises proposent aux victimes une formation professionnelle, et elles apportent leur concours à des clubs scolaires dans le cadre desquels les jeunes peuvent apprendre à combattre la violence.

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE ET SERVICES

Lorsque des femmes se rassemblent, surtout dans les communautés rurales et pauvres qui n'ont qu'un accès insuffisant à la connaissance et aux services, elles s'épaulent et réduisent leur vulnérabilité à la violence. Au **TIMOR-LESTE**, ONU Femmes aide des groupes d'entraide communautaire qui permettent aux femmes de gagner leur indépendance

économique et de trouver un moyen de quitter un foyer où règne la violence. Leurs membres participent à des formations pour apprendre à gérer une petite entreprise agricole et piscicole, apprennent à lire et à écrire, et acquièrent des compétences en informatique.

Six États **INDIENS** où sévit la traite des êtres humains ont mis sur pied 40 comités de vigilance communautaire contre la traite, avec l'appui d'ONU Femmes. Environ 80 pairs éducateurs ont tenu près de 900 réunions communautaires visant à faire mieux connaître cette menace ; en outre, ils collaborent avec les institutions de gouvernance locale et avec la police pour aider les survivantes et les femmes qui risquent d'être victimes de la traite.

En **EL SALVADOR**, nous avons contribué à l'introduction de services intégrés notamment dans les domaines juridique, social et de la santé à l'intention des survivantes de violences. Cinq centres Ciudad Mujer (Ville des femmes) disséminés dans tout le pays ont déjà accueilli 400 000 femmes depuis le début de leurs activités en 2011. Le **BRÉSIL** a consacré 155 millions de dollars des États-Unis, soit un montant sans précédent, à de nouveaux services inspirés du modèle d'El Salvador.

ONU Femmes a apporté son soutien à l'**ÉTAT DE PALESTINE** pour créer 10 unités de protection de la famille au sein de sa police. Au bout de deux ans, ces unités, relevant de politiques et de règlements conformes aux normes internationales relatives aux droits de la personne, ont enregistré deux fois plus de dépositions de femmes victimes de violences.



CI-DESSUS : Qui a dit que les hommes ne savaient pas cuisiner ? Un programme innovateur soutenu par ONU Femmes au Mozambique fait entrer les hommes à la cuisine pour leur montrer comment ils peuvent briser les stéréotypes basés sur le genre. Les participants réfléchissent en même temps aux comportements violents et aux moyens d'y mettre fin.

PHOTO : Avec l'aimable autorisation de HOPEM

EN PRENANT UNE CASSEROLE ET EN SUIVANT QUELQUES INSTRUCTIONS ÉLÉMENTAIRES, DES MOZAMBICAINS ONT APPRIS CECI : « CE QUE FAIT UNE FEMME, JE PEUX LE FAIRE ÉGALEMENT. » ET LE CONTRAIRE EST VRAI AUSSI.

RENFORCEMENT DES LOIS ET DES POLITIQUES

La Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, adoptée par le **CONSEIL DE L'EUROPE**, est entrée en vigueur en 2014. Cette Convention avait reçu le fervent soutien d'ONU Femmes, qui a encouragé les différents États à s'engager à la ratifier. ONU Femmes a aidé plusieurs pays à adapter leurs lois et services afin que ceux-ci soient conformes à la Convention d'Istanbul. L'Albanie, par exemple, a défini six objectifs à atteindre pour élargir ses services et accroître ses ressources afin de respecter ses obligations découlant de la Convention.

ONU Femmes a apporté son soutien à la **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** lors de l'adoption de la loi sur la protection de la famille, qui confère à la violence domestique le caractère d'infraction

pénale, pour la première fois de l'histoire du pays. Nous y avons en outre assisté à l'abrogation de la loi sur la sorcellerie, qui prévoyait une protection juridique pour les auteurs de violences envers les personnes soupçonnées de « sorcellerie », généralement des femmes et des filles.

CONNAISSANCES, RECHERCHES ET DONNÉES

Près de la moitié des 10 000 hommes interrogés dans la région **ASIE ET PACIFIQUE** ont admis se livrer à des violences physiques ou sexuelles à l'encontre de leur compagne. Voici l'une des conclusions édifiantes d'une enquête sans précédent réalisée dans la région avec le soutien de plusieurs organismes des Nations Unies, dont ONU Femmes. Résumée dans un rapport intitulé *Why Do Some Men Use Violence Against Women and How Can We Prevent It?* (Pourquoi certains hommes recourent-ils à la violence

contre les femmes et comment pouvons-nous la prévenir ?), cette étude a également révélé que les hommes commençaient à se montrer violents plus jeunes qu'on ne le pensait et que dans la grande majorité des cas, les hommes qui reconnaissaient avoir commis des viols n'avaient pas été inquiétés par la justice.

Preuve convaincante de l'omniprésence de la violence envers les femmes et les filles, cette étude s'est retrouvée sous les projecteurs du monde entier. On estime que les émissions qui ont assuré sa couverture médiatique ont touché, à elles seules, 32 millions de personnes. D'importants programmes de lutte contre la violence partiellement basés sur les conclusions de cette étude sont en cours au **BANGLADESH** et au **CAMBODGE**.

PLACER L'ÉGALITÉ AU CŒUR DE LA PAIX

**NOUS NOUS SOMMES
RASSEMBLÉES, NOUS
LES FEMMES DE SYRIE,
POUR FAIRE
LA PAIX.
NOUS INCITERONS
LES HOMMES QUI FONT
LA GUERRE À FAIRE
LA PAIX.**

- L'INITIATIVE DES FEMMES
SYRIENNES EN FAVEUR DE LA
PAIX ET DE LA DÉMOCRATIE,
GENÈVE, 11-13 JANVIER 2013.

PAIX ET TRANSITION

« Nous ne pouvons garder le silence sur ce qui se passe en **SYRIE**, ces morts jour après jour, ces destructions massives, la famine et le déplacement de centaines de milliers de familles », assure Sabah Alhallak avec conviction et passion. Sabah Alhallak est l'une des 50 Syriennes venues de leur patrie ou de l'étranger qui se sont réunies à Genève au début 2014. ONU Femmes les a aidées à se rassembler afin qu'elles puissent se faire entendre haut et fort lors des pourparlers de paix. Ces femmes ont dressé une liste de revendications qui a été présentée au cours des pourparlers de paix officiels et largement diffusée par les médias du monde entier.

Elles ont entre autres appelé à un accord concernant une Syrie libre, pluraliste et démocratique qui respecte les droits de la personne, et à la pleine participation des femmes à tous les aspects de l'avenir de leur pays. Lakhdar Brahimi, qui était alors Représentant spéciale conjoint de l'ONU et de la Ligue arabe

pour la Syrie, a remarqué que ces femmes faisaient savoir à toutes les parties « combien il était important d'écouter les voix des femmes de Syrie et d'inclure les femmes dans les efforts pour la résolution pacifique du conflit, auxquels elles devaient apporter une contribution essentielle. »

ONU Femmes a réagi à la crise humanitaire en Syrie sur le terrain, en offrant aux femmes d'une demi-douzaine de camps de réfugiés une formation et des services essentiels, notamment dans les domaines juridique et de la santé. Dans le camp de Zaatari en **JORDANIE**, nous avons participé à la création du Centre Oasis, un lieu sûr où des femmes se réunissent tous les jours pour trouver un peu de réconfort en compagnie de leurs semblables, reprendre des forces et acquérir des compétences afin de gagner leur vie. Chaque mois, environ 800 femmes et leurs enfants fréquentent ce centre. Et non seulement elles profitent de ses activités, mais elles le gèrent, lui insufflant un sentiment d'urgence et de détermination alors qu'elles reprennent le contrôle de leur vie.

Les programmes d'ONU Femmes en faveur des réfugiées syriennes reposent en partie sur un rapport de 2013 faisant état de l'ampleur de la violence basée sur le genre. Le nombre de mariages précoces contractés est terriblement élevé, et la mobilité des femmes peut être extrêmement limitée. Les innovations comme le Centre Oasis réservé aux femmes jouent un rôle vital.

Pour que les négociations de paix mettent fin au long conflit interne qui déchire la **COLOMBIE**, ONU Femmes a rassemblé des femmes afin que celles-ci

revendiquent leur droit à participer aux négociations. En outre, nous avons fourni des données factuelles concernant les considérations de genre pour chaque point de l'ordre du jour. Ces mesures ont contribué à l'inclusion des questions de genre dans les négociations de paix. Ainsi, le gouvernement a nommé deux femmes au sein de sa délégation de cinq membres – qui n'en comptait aucune jusqu'alors – et a désigné une négociatrice chargée d'aborder les préoccupations spécifiques des femmes et de consulter les groupes de femmes.

RELÈVEMENT, RECONSTRUCTION ET GESTION DES RISQUES

Au lendemain d'une crise, la voie qui mène au relèvement et à la reconstruction peut être plus courte lorsque les femmes et les hommes participent de manière égale au processus, comme le reconnaissent les normes internationales. Par le biais d'un partenariat avec le Fonds pour la consolidation de la paix, ONU Femmes a aidé une coalition de femmes à s'imposer comme un acteur important des élections 2013 en **GUINÉE**, considérées comme un point de référence de la transition en raison de l'instabilité récente du pays. Une salle de gestion des crises pour des élections pacifiques et transparentes, telle qu'ONU Femmes en avait déjà créé avec succès dans d'autres pays se relevant d'un conflit, a permis à 900 Guinéennes de surveiller le vote, suscitant la confiance en son exactitude et contribuant à un dénouement pacifique.

En **GÉORGIE**, les femmes déplacées sont confrontées à de nombreux



problèmes juridiques et de protection sociale, mais elles n'ont que peu de ressources pour les résoudre. ONU Femmes a aidé cinq centres d'assistance juridique à leur fournir une aide qui répond à leurs préoccupations et leur donne la possibilité de faire respecter leurs droits. Entre 2010 et 2013, près de 9500 femmes se sont adressées à ces centres, bien souvent pour résoudre des problèmes en matière de logement. En outre, des réunions communautaires spéciales auxquelles ont participé des d'avocats de l'assistance juridique et des représentants du gouvernement ont encore amélioré l'accès à la justice ainsi qu'à des services sociaux et de soins de santé, entre autres.

Les catastrophes naturelles étant en hausse, ONU Femmes collabore avec des gouvernements pour mettre sur pied une gestion des risques et catastrophes qui anticipe les différents

besoins des femmes. C'est pourquoi le Syndicat des femmes du **VIET NAM** est devenu officiellement membre du Comité central national pour la lutte contre les inondations et les tempêtes, et il participe à toutes ses activités du niveau local au niveau central. De son côté, la **CHINE** a intégré des données désagrégées par sexe à son système statistique de suivi des grandes catastrophes naturelles.

ÉTABLISSEMENT DE NOUVELLES NORMES

ONU Femmes est l'un des principaux promoteurs mondiaux des progrès continus des normes qui défendent l'égalité des sexes dans tous les aspects de la paix et de la sécurité. En 2013, une recommandation générale historique du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a clairement confirmé que la CEDEF s'appliquait à toutes les situations de conflit et d'après-conflit.

CI-DESSUS : ONU Femmes a aidé les femmes à prendre la parole lors des pourparlers de paix en Syrie, tout en répondant aux besoins humanitaires sur le terrain. Le Centre Oasis du camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie offre un peu de réconfort et un appui pour l'obtention de moyens de subsistance. Des femmes montrent leur nouveau savoir-faire à la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka.
PHOTO : Abdullah Ayoub/ONU Femmes

ONU Femmes a appuyé le processus pluriannuel qui a permis la rédaction de cette recommandation. De plus, nos connaissances ont contribué à la préparation et à l'adoption d'une déclaration de la Commission de la consolidation de la paix de l'ONU, la deuxième du genre, qui affirme le rôle capital joué par l'autonomisation économique des femmes pour une consolidation de la paix efficace.

PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION FAVORABLES À L'AUTONOMISATION



DES BUDGETS TENANT COMPTE DE LA QUESTION DU GENRE

Les budgets tenant compte de la question du genre sont particulièrement attentifs à ce que les ressources publiques œuvrent pour défendre l'égalité des sexes. ONU Femmes, pionnière de la pratique par le biais de partenariats avec des gouvernements et la société civile aux quatre coins du monde, l'aide à décoller dans de plus en plus de pays, y compris en Europe et en Asie centrale.

Lorsqu'en 2013, le parlement de **L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE** a adopté sa première Stratégie gouvernementale pour

l'égalité des sexes, préparée avec l'aide d'ONU Femmes, il a prévu une disposition pour l'intégration de perspectives de genre dans tous les budgets et politiques nationaux et locaux. Cette stratégie exige du gouvernement qu'il informe le parlement des progrès accomplis, garantissant ainsi une responsabilité accrue. En 2014, Skopje, la capitale du pays, a commencé à appliquer la budgétisation tenant compte de la question du genre à des programmes pédagogiques, de protection sociale, de protection de l'enfance et de la santé, et de coopération avec des associations de citoyens. Elle a alloué des ressources

CI-DESSUS : La budgétisation tenant compte de la question du genre, soutenue par le plaidoyer et les connaissances d'ONU Femmes, prend de l'ampleur dans le monde entier. Des avancées remarquables en la matière ont été enregistrées récemment en Europe et en Asie centrale. La budgétisation tenant compte de la question du genre veille à ce que des dépenses publiques soient consenties pour atteindre les objectifs relatifs à l'égalité des sexes, par exemple grâce à des subventions agricoles plus élevées pour les agricultrices.

PHOTO : Daniel Mihailescu/AFP/Getty Images

à la formation de tous les nouveaux élus en matière d'égalité des sexes et de budgétisation tenant compte de la question du genre.

LES FEMMES DES COMMUNAUTÉS RURALES D'ÉTHIOPIE, QUI FONT DÉSORMAIS PARTIE DES COMITÉS DE PLANIFICATION LOCALE, ONT INSISTÉ POUR QUE LES POINTS D'EAU SOIENT RAPPROCHÉS DE LEURS VILLAGES.

ONU Femmes a apporté son soutien au gouvernement de l'**ALBANIE** pour préparer une nouvelle réglementation nationale qui intègre la budgétisation tenant compte de la question du genre dans tous les budgets des administrations locales et centrales, et pour préparer des instructions détaillées quant à la manière dont les ministères nationaux, qui gèrent une grande partie du financement des secteurs clés comme la santé et l'éducation, peuvent la mettre en application. Des objectifs budgétaires ont déjà été mis en place pour garantir, par exemple, que davantage d'agricultrices reçoivent des subventions agricoles, et que davantage de femmes vulnérables aient accès aux services sociaux. En **BOSNIE-HERZÉGOVINE**, ONU Femmes a travaillé avec le ministère des Finances afin d'introduire un module genre dans le système de gestion de l'information budgétaire, ce qui signifie que toutes les nouvelles demandes budgétaires doivent dorénavant inclure une analyse axée sur le genre.

ONU Femmes aide le ministère des Finances de l'**ÉTHIOPIE** à institutionnaliser la planification et la budgétisation sensibles au genre à l'échelle centrale et régionale. Dans le même temps, nous collaborons avec des communautés rurales éthiopiennes pour stimuler la participation des femmes aux processus locaux. La formation leur donne la capacité de vérifier si les prestations sociales bénéficient autant aux femmes qu'aux hommes, ce qui provoque quelques modifications importantes des priorités locales. Lorsque les comités de planification locale ne comportaient que des hommes, ils ignoraient le problème de l'approvisionnement en eau

insuffisant, par exemple. Les femmes, qui passent des heures éreintantes à aller chercher suffisamment d'eau pour cuisiner et nettoyer, ont insisté pour que les points d'eau soient rapprochés de leurs villages.

PLANIFICATION NATIONALE

L'intégration de l'égalité des sexes dans les processus de planification nationale leur donne de la visibilité et incite à l'action. ONU Femmes a collaboré avec INMUJERES, le dispositif national de protection des droits des femmes, pour aider le **MEXIQUE** à faire de l'égalité des sexes un objectif transversal de son Plan de développement national 2013-2018, pour la première fois. Tous les organismes publics doivent dorénavant inclure des objectifs, stratégies et actions en faveur de l'égalité des sexes dans leurs plans et budgets.

Le partenariat d'ONU Femmes avec la Banque africaine de développement a aidé le **SOUDAN** à insérer 20 questions liées au genre dans son enquête nationale sur les ménages 2014, qui générera les premières statistiques nationales relatives au genre. Celles-ci donneront des informations vitales pour orienter les dispositions relatives aux femmes de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté 2016. En **ÉQUATEUR**, ONU Femmes et d'autres partenaires sont venus en aide au gouvernement en lui apportant un instrument qui cartographie pour la première fois les inégalités à l'échelle locale, par la collecte de statistiques sur l'éducation, la santé, le logement, le travail décent, la violence basée sur le genre et la maltraitance à l'égard des enfants.

ONU Femmes a également aidé le ministère de la Justice de **VANUATU** à mettre en place le premier comité harmonisé pour la défense des droits de la personne du Pacifique. Celui-ci effectue un suivi de divers traités sur les droits de la personne et publie des rapports à leur sujet. La formation des nouveaux membres a souligné les obligations découlant de la CEDEF et montré comment intégrer des perspectives de genre dans les plans et programmes pour se conformer avec toutes les conventions ratifiées.

VIH/SIDA ET DROITS

ONU Femmes aide les pays à élaborer des plans relatifs au VIH/ sida qui font clairement le lien entre les droits de la personne et l'égalité des sexes. En 2013, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a reconnu les bonnes pratiques de la **JAMAÏQUE** en matière d'intégration de l'égalité des sexes dans sa stratégie nationale relative au VIH/sida, qui s'inspirait fortement des propositions apportées par les défenseurs des droits de la personne formés par ONU Femmes.

Un programme régional mis en œuvre en **AFRIQUE SUBSAHARIENNE** a apporté 2,2 millions de dollars des États-Unis sous la forme de petites subventions accordées à 20 organisations locales et d'assistance juridique qui aident les femmes atteintes du VIH/sida à faire valoir leurs droits et réduire leur vulnérabilité. Par exemple, GROOTS International informe les femmes au **KENYA** quant à leurs droits fonciers et autres. Cette organisation aide les femmes lors de procès devant les tribunaux formels et traditionnels et a créé des groupes de surveillance pour les protéger contre le « dépeuplement foncier ».

LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES UNIT SES FORCES

CAMPAGNES

Dans 50 pays, des gens se sont exprimés au cours des 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, qui ont commencé lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes au mois de novembre et ont pris fin en décembre, lors de la Journée internationale des droits de l'homme. Dans huit provinces du **CAMBODGE**, à la suite de l'appel à « colorer le monde en orange », des personnes habillées en orange ont organisé des danses publiques symbolisant leur unité dans la lutte contre la violence. En **AFGHANISTAN**, ONU Femmes et ses partenaires onusiens se sont adressés aux jeunes afin de les sensibiliser à la législation relative aux droits des femmes dans leur pays. Un accord régional signé avec un important cabinet d'avocats d'**ASIE ET DU PACIFIQUE** a donné lieu à un engagement visant à étendre les services juridiques *pro bono*.

En Afrique, la campagne « One Million Fathers » (« Un million de pères ») s'est lancée à la conquête des zones rurales du **KENYA**, où en une journée, 20 000 hommes ont souscrit à l'idée d'appuyer la mobilisation communautaire ; en **GUINÉE**, des musiciens se sont rassemblés, vêtus d'orange, pour lancer une nouvelle chanson qui a pour but de mettre fin à la violence envers les femmes. Profitant de l'occasion offerte par l'action « Colorez votre monde en orange » pour promouvoir cette cause sur la scène politique, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Mary Robinson, a porté un t-shirt orange conçu par ONU Femmes qui portait le slogan « Open Up! Use your authority to prevent gender-based violence » (« Manifestez-vous ! Usez de votre pouvoir pour prévenir la violence basée sur le genre ! ») à l'occasion d'une réunion avec le Président de la **TANZANIE**, le Dr Jakaya Kikwete.

L'action « Colorez votre monde en orange » a démarré sous les auspices de la campagne du Secrétaire général Tous UNIS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes, gérée par ONU Femmes. La campagne Tous UNIS a fait du 25 de chaque mois une « Journée orange » qui donne régulièrement l'occasion de s'engager à mettre fin à toutes les formes de violence. Elle a atteint les 37,1 millions d'abonnés Twitter en 16 jours, et le site Internet d'ONU Femmes a enregistré 1 million de visites en 24 heures grâce à un Google doodle.

Dans le cadre de la campagne Tous UNIS, ONU Femmes, le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF se sont associés à MTV pour lancer la campagne « El Valiente no es Violento » (« Le courage, ce n'est pas la violence »). Celle-ci encourage 13 Pays d'Amérique

latine à sensibiliser les jeunes gens aux attitudes masculines positives qui favorisent la prévention de la violence. En outre, des messages de plaidoyer ont été inscrits sur des panneaux dans les salles d'attente de banques en **BOLIVIE** ainsi que sur des banderoles déployées par des footballeurs et footballeuses **MEXICAINS** lors de matches de championnat.

COORDINATION

En tant que coordinatrice des activités du système des Nations Unies pour la promotion de l'égalité des sexes, ONU Femmes a dirigé la conception du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP), dont elle assure la mise en œuvre. Notre organisation a mis sur pied un cadre de responsabilisation commun en fonction duquel 62 entités des Nations Unies et départements du Secrétariat des Nations Unies ont établi des rapports pour 2013. Les résultats agrégés pour l'ensemble du système font état de progrès pour 14 des 15 indicateurs de performance de ce cadre de responsabilisation. Cette analyse harmonisée a contribué à l'identification des facteurs qui entravent les progrès, tels que la responsabilité insuffisante des gestionnaires et le manque de ressources, et de ceux qui les favorisent, tels que des politiques efficaces en matière d'égalité des sexes.

ONU Femmes préside également l'Équipe spéciale du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) sur l'égalité des sexes. Nous avons chapeauté l'élaboration de la note d'orientation sur le système de repérage des activités contribuant à l'égalité des sexes, qui aide les entités des Nations Unies à systématiquement « marquer » et chiffrer les dépenses réalisées pour promouvoir l'égalité des sexes.

Faisant partie du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, ONU Femmes a veillé à l'inclusion de résultats et d'indicateurs sensibles au genre dans le Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse (Youth-SWAP). Celui-ci fournit un cadre de collaboration au système des Nations Unies afin de renforcer la participation et l'épanouissement des jeunes.

COOPÉRATION AU SEIN DES PAYS

ONU Femmes aide les équipes de pays des Nations Unies, composées de différents organismes de l'ONU, à faire en sorte que l'égalité des sexes fasse partie intégrante de tous les programmes de développement, notamment par le biais d'une



CI-DESSUS : Au Viet Nam, des centaines de cyclistes sont descendus dans la rue pour réclamer la fin de la violence envers les femmes et les filles au cours des 16 jours d'activisme contre la violence à l'égard des femmes. Sous l'impulsion d'ONU Femmes, un appel mondial à « colorer le monde en orange » a sensibilisé des millions de personnes à cette problématique.

PHOTO : Thao Hoang/ONU Femmes

liste mondiale d'experts des Nations Unies en matière de genre. Au **LIBÉRIA**, nous avons dirigé l'élaboration d'un « cadre unique pour le genre » (« One Gender Framework ») qui orchestre la façon dont les différentes entités collaborent pour obtenir des changements systématiques dans la vie des femmes et des filles. Parmi les programmes communs des Nations Unies auxquels nous avons participé, nous pouvons encore citer le programme mis sur pied en **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** qui comportait une campagne d'éducation des électeurs visant à faire évoluer les mentalités quant aux candidates. Le nombre de femmes élues lors des élections locales de 2013 y a significativement augmenté.

L'adoption d'un programme de développement ambitieux pour l'après-2015 nécessitera des données d'une bien meilleure qualité en matière de genre pour orienter les progrès. ONU Femmes coopère avec le système des Nations Unies pour améliorer les statistiques relatives au genre à l'échelle mondiale, et elle a contribué au choix d'un ensemble minimal de 52 indicateurs relatifs au genre effectué par la Commission de statistique de l'ONU en 2013. Avec la Division de statistique de l'ONU, nous contribuons à l'initiative EDGE (Faits et données concernant l'égalité des sexes), à laquelle contribuent également la Banque mondiale, l'Organisation de

**LA JOURNÉE ORANGE A MOBILISÉ
LES POPULATIONS DE
50 PAYS
ET TOUCHÉ PLUS DE
37 MILLIONS
DE PERSONNES VIA INTERNET.**

coopération et de développement économiques, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et d'autres. EDGE vise à accélérer les efforts réalisés pour créer des indicateurs de la condition féminine comparables relatifs à la santé, à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à la propriété des ressources.

ONU Femmes, qui est l'entité co-commanditaire d'ONUSIDA la plus récente, collabore avec ses autres commanditaires, les représentants des gouvernements, les experts techniques et les groupes de la société civile pour rédiger un recueil d'indicateurs relatifs à l'égalité des sexes et au VIH/sida.

ÉTABLISSEMENT DE PARTENARIATS POUR LE CHANGEMENT



ENTREPRISES ET FONDATIONS

Un dispositif d'une très grande simplicité a capté l'attention du monde entier : les requêtes de recherche Internet renvoyées par la saisie semi-automatique. Une campagne créée pour ONU Femmes par l'agence de publicité **MEMAC OGILVY & MATHER DUBAI**, primée à plusieurs reprises, a exploité l'idée innovatrice d'une recherche Internet portant sur des expressions telles que « les femmes doivent » et affiché les résultats de ces recherches sur des publicités illustrées par de grands portraits de femmes imprimés à l'arrière-plan. Alors que les moteurs de recherche remplissaient le champ de recherche en se basant sur les requêtes les plus courantes, on pouvait voir, de manière simple mais frappante, que les préjugés sexistes restaient fortement ancrés. Un des résultats les plus courants était : les femmes doivent « se taire ». Cette campagne a fait beaucoup de bruit et suscité un débat mondial au sujet des droits des femmes, en ligne et dans les médias. Elle a été imprimée 550 millions de fois dans les médias, et elle a touché 70 millions d'utilisateurs de Twitter.

HeForShe, une campagne mise sur pied pour ONU Femmes par un autre partenaire de la publicité, **PUBLICIS DALLAS**, exhorte les hommes du monde entier à suivre l'exemple de personnalités telles que l'archevêque Desmond Tutu et l'acteur Matt Damon et à défendre la suppression de l'inégalité entre

les sexes. Les tweets annonçant le lancement de la campagne ont atteint plus de 23 millions de personnes, tandis que les partages et les « j'aime » sur Facebook ont connecté 2,5 millions de personnes supplémentaires.

Des entreprises collaborent également avec ONU Femmes dans le cadre de programmes d'assistance directe. Notre partenariat permanent avec **THE COCA-COLA COMPANY** favorise l'autonomisation des entrepreneuses de trois régions. En Afrique du Sud, 4500 femmes, dont beaucoup dirigent de petites entreprises liées aux chaînes de distribution de Coca-Cola, ont acquis de nouvelles compétences commerciales. Cette formation devrait atteindre 25 000 femmes d'ici à 2015, et les premiers résultats montrent qu'elle stimule la croissance commerciale.

ZONTA INTERNATIONAL ET LA ZONTA INTERNATIONAL FOUNDATION sont des alliés de longue date d'ONU Femmes dans le cadre de notre campagne mondiale pour mettre fin à la violence envers les femmes. Entre autres réalisations, les fonds apportés par Zonta ont amélioré la sécurité des femmes dans des zones urbaines, élargi les services offerts aux survivantes, renforcé l'engagement des hommes et des garçons dans la prévention, et contribué à la connaissance de ce qui fonctionne le mieux pour mettre fin à la violence, à l'échelle mondiale. Plus récemment, Zonta International a accepté de soutenir un

La collaboration d'ONU Femmes avec deux agences publicitaires a provoqué l'enthousiasme aux quatre coins de la planète. La campagne « La vérité de la saisie semi-automatique », consacrée à la discrimination basée sur le genre, a fait beaucoup parler d'elle. C'est la publicité la plus partagée d'Adweek en 2013, et elle a été élue campagne de l'année pour sa contribution au bien-être de la société par l'association The Ad Council. La campagne HeForShe, quant à elle, exhorte les hommes à prendre la parole pour combattre l'inégalité. PHOTO page ci-contre : Mamac Ogilvy & Mather Dubai PHOTO de droite : Publicis Dallas



programme qui jouera un rôle de catalyseur et qui enseignera dans 12 pays un programme pédagogique informel afin de prévenir la violence envers les filles et les femmes. Celui-ci a été élaboré conjointement par ONU Femmes et l'Association mondiale des guides et des éclairceuses. Un partenariat conclu plus récemment avec la **WOMEN'S SELF WORTH FOUNDATION** encourage l'autonomisation des femmes et le plaidoyer pour prévenir la violence envers les femmes.

En outre, à travers le monde, plus de 750 grandes entreprises ont signé les Principes d'autonomisation des femmes, qui concrétisent leur engagement à adopter des pratiques favorables à l'égalité des sexes. Au **VIET NAM**, ONU Femmes et la Chambre de commerce mettent en exergue et encouragent les bonnes pratiques des firmes signataires, et elles ont élaboré un type de rapport destiné à mesurer les progrès accomplis. En **SERBIE**, nos partenaires, dont l'Association serbe des employeurs et l'Association des femmes d'affaires, ont organisé des séminaires sur l'égalité des sexes pour 400 firmes de diverses industries, et elles conseillent les entreprises quant à l'intégration des droits des femmes dans leurs opérations commerciales.

SOCIÉTÉ CIVILE

Dans le cadre de son plaidoyer pour l'égalité des sexes, ONU Femmes établit des partenariats avec des organisations de la société civile, notamment avec un réseau unique de 34 groupes consultatifs de la société civile, du niveau national au niveau mondial. Ce faisant, nous avons réussi à accroître de manière significative la visibilité des organisations de la société civile et à donner davantage de poids à leur point de vue dans les processus intergouvernementaux, par exemple en organisant des forums consultatifs réunissant les États membres des Nations Unies et la société civile. Nous avons régulièrement rassemblé ces deux groupes au cours des discussions concernant le programme de développement pour l'après-2015 et lors des préparatifs en vue de la Commission de la condition de la femme, afin de débattre de thèmes tels que les préoccupations particulières des femmes et des filles en

Afrique. Notre Groupe consultatif de la société civile mondiale a lancé un Appel à l'action largement entendu qui visait à mobiliser les citoyens autour du programme de développement pour l'après-2015 et du 20e anniversaire du Programme d'action de Beijing.

Grâce à notre appel aux États membres à nommer des représentants de la société civile au sein des délégations nationales auprès de la Commission de la condition de la femme, en 2014, 43 délégations en comptent, et dans certains cas ces représentants font office de négociateurs principaux. Nous avons aussi contribué à garantir la participation de femmes et de filles autochtones, qui représentent l'un des groupes les plus marginalisés, à la Commission de la condition de la femme et aux consultations pour l'après-2015.

COMITÉS NATIONAUX

Partenaires de longue date d'ONU Femmes, les comités nationaux sont des organisations non gouvernementales indépendantes qui s'emploient à renforcer la sensibilisation à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et qui lèvent des fonds au bénéfice des activités d'ONU Femmes. Un nouveau comité a été créé en **FRANCE** en 2013.

Le comité national **ISLANDAIS** a assisté à une hausse de 40 pour cent des contributions des donateurs individuels mensuels depuis 2012. Un millier de personnes a participé à sa fête de charité, « Papillon », consacrée à la lutte contre la violence basée sur le genre. Le comité a également remporté le prix de la meilleure campagne de l'année décerné lors des Icelandic Advertising Awards. Lors de la Commission de la condition de la femme 2014, le comité national des **ÉTATS-UNIS** a organisé une manifestation sur les disparités entre les sexes dans le monde de la science et de la technologie qui a remporté un vif succès, au cours de laquelle des personnalités prestigieuses du gouvernement, d'entreprises, des médias et de l'univers de la recherche ont pris la parole. Les White Camellia Awards du comité national de **NOUVELLE-ZÉLANDE** ont récompensé les entreprises qui progressaient dans l'application des Principes d'autonomisation des femmes.

LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE D'ONU FEMMES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

EN 2013,
LE FONDS A
DÉPENSÉ
8,8 MILLIONS DE
DOLLARS
DES ÉTATS-UNIS AU
PROFIT DE
69 PROGRAMMES
ACTIFS, AIDANT
AINSI PLUS DE 40 000
FEMMES.



Le Fonds d'affectation spéciale d'ONU Femmes pour l'égalité des sexes subventionne des gouvernements et des organisations de la société civile afin de faire progresser l'autonomisation économique et politique des femmes. En 2013, il a consacré 8,8 millions de dollars des États-Unis à 69 programmes actifs. Tous ensemble, ces programmes ont aidé plus de 40 000 femmes à obtenir un accès plus facile à la protection sociale et aux autres services publics. L'éducation et la sensibilisation ont concouru au vote de 500 000 femmes lors d'élections politiques. Plus de 200 000 femmes ont acquis des compétences ou des capacités additionnelles leur permettant de générer de nouvelles sources de revenus.

Depuis son lancement en 2009, le Fonds a accordé un total de 56,5 millions de dollars des États-Unis à 96 programmes dans 72 pays, au profit de plus de 8 millions de bénéficiaires directs.

CI-DESSUS : *Le Fonds pour l'égalité des sexes soutient le Réseau des ONG de Trinité-et-Tobago. Il forme des candidates et il a mis au point le Manifeste des femmes pour l'administration locale 2013. Le nombre de femmes élues au sein des conseils locaux a augmenté depuis ces élections.*
PHOTO : Avec l'aimable autorisation d'Abraham Diaz/The Trinidad Guardian

Le réseau des ONG de **TRINITÉ-ET-TOBAGO** est l'un des bénéficiaires qui aident les femmes à mener des campagnes électorales plus efficaces. Une formation rigoureuse de 10 semaines intitulée « Train, Run, Win and Lead » (« Se former, faire campagne, être élue et diriger ») a enseigné à 100 candidates potentielles de tous les partis les fonctions de base et les responsabilités du gouvernement, la communication, le leadership et la budgétisation favorisant l'égalité des sexes. La moitié des participantes qui avaient décidé de se présenter aux élections locales en 2013 ont été élues ;

tous ces sièges étaient auparavant occupés par des hommes.

Le réseau a également mobilisé la Plateforme politique des femmes, qui réunit des femmes de tout le pays. Il a plaidé pour le renforcement de la participation politique des femmes, notamment en invitant les partis à leur réserver des places sur les listes électorales. La proportion globale de femmes élues comme conseillères locales a progressé de 29 à 33 pour cent. Un nombre significatif d'entre elles a obtenu un poste de direction.

Karama, une autre organisation bénéficiaire, soutient les efforts de groupes de la société civile et de dirigeants politiques en **ÉGYPTE**, en **LIBYE** et au **YÉMEN** qui défendent l'égalité des sexes en matière de participation politique et publique. En **ÉGYPTE**, elle a rassemblé 68 dirigeantes et politiciennes, représentants masculins et féminins de la société civile, responsables syndicaux et représentants des médias, afin de rédiger et de promouvoir 50 recommandations qui ont été présentées au Comité constitutionnel égyptien. La Constitution adoptée en 2014 reflète certaines de ces propositions essentielles, comme le droit des femmes à occuper des charges publiques et les fonctions de plus haut rang dans l'administration. L'attribution d'un minimum de 25 pour cent des sièges à des femmes dans les conseils locaux a constitué une avancée majeure.

Au **KIRGHIZISTAN**, l'Alliance de l'Asie centrale pour l'eau a constitué des groupes de femmes dans 20 villages du Sud dans lesquels aller chercher de l'eau potable est une corvée quotidienne pour les femmes et les filles. Ces groupes, forts de 700 membres, coopèrent avec les comités de gestion de l'eau et avec les autorités locales afin d'identifier des mesures qui tiennent mieux compte des besoins de ces femmes et filles.

En **TANZANIE**, l'Organisation féminine du Kilimandjaro pour le conseil et le partage d'informations (Kilimanjaro Women Information Exchange and Consultancy Organization) a aidé les femmes à accroître leurs revenus et à mieux connaître leurs droits. Une formation juridique complète l'action

de 27 groupes d'épargne et de crédit qui accordent à leurs membres le capital nécessaire pour acheter des terres ou d'autres ressources productives. Les femmes ont créé de nouvelles entreprises et disposent d'un meilleur accès à la nourriture, à l'éducation et aux soins médicaux.

BÉNÉFICIAIRES SÉLECTIONNÉS EN 2013

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

AFRIQUE

Tanzanie

Kilimanjaro Women Information Exchange and Consultancy Organization (KWIECO)
L'autonomisation économique des femmes au service de la justice en Tanzanie
450 000 dollars E.U.

ASIE ET PACIFIQUE

Inde

Société de développement social Jan Sahas
Campagne pour la dignité – Action pour la libération des femmes intouchables (dalits) vivant de la récupération manuelle de déchets en Inde
220 000 dollars E.U.

Viet Nam

Institut pour le développement et la santé communautaire (LIGHT)
NOUS SOMMES DES FEMMES : une approche fondée sur les droits afin d'autonomiser les femmes migrantes
200 000 dollars E.U.

ÉTATS ARABES

Liban

Association Amel
Promotion de l'accès des femmes rurales et réfugiées au marché du travail et aux moyens de subsistance
325 000 dollars E.U.

AUTONOMISATION POLITIQUE

AFRIQUE

Kenya

Association GROOTS Kenya
Renforcer la gouvernance et la responsabilité des hauts dirigeants au Kenya grâce à la qualité de la participation des femmes à la vie politique, et à leur nombre
302 000 dollars E.U.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Guatemala

Asociación de Mujeres JUNAJIL en partenariat avec Asociación Programa de Gestión Ambiental Local
Émancipation politique des femmes dans le département d'Izabal
375 000 dollars E.U.

Argentine, Paraguay, Uruguay et Chili

Centro de Comunicación Virginia Woolf – Cotidiano Mujer
D'avantage de femmes, de meilleures politiques
355 000 dollars E.U.

ÉTATS ARABES

Égypte, Libye et Yémen

Karama
Démocratie inclusive : défendre les droits politiques des femmes en Libye, au Yémen et en Égypte tout au long du Printemps arabe
565 000 dollars E.U.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Géorgie

Fonds culturel et humanitaire « Sukhumi »
Conseils consultatifs pour l'égalité des sexes – Renforcer le rôle des femmes dans les changements sociaux des régions
305 000 dollars E.U.

Kirghizistan

Association publique « Alliance de l'Asie centrale pour l'eau »
Autonomiser les femmes et les filles pour leur offrir un accès politique et économique à la gestion et au contrôle de l'eau potable
225 000 dollars E.U.

LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE L'ONU SOUTIENT ACTUELLEMENT 78 INITIATIVES DANS 71 PAYS ET TERRITOIRES. SES SUBVENTIONS SE MONTENT À UN TOTAL DE 56,8 MILLIONS DE DOLLARS.



Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (ci-après, le « Fonds d'affectation spéciale de l'ONU ») soutient des approches innovantes et prometteuses de prévention et de lutte contre la violence envers les femmes et les filles. Créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1996, et géré par ONU Femmes pour le compte du système des Nations Unies, il soutient actuellement 78 initiatives dans 71 pays et territoires, au moyen de subventions dont le montant total s'élève à 56,8 millions de dollars des États-Unis. Les bénéficiaires démontrent sans discontinuer que la génération à venir pourrait déjà vivre dans un monde exempt de violence envers les femmes et les filles, moyennant une volonté sociale et politique et des moyens adaptés.

Peu de possibilités d'échapper à la violence domestique s'offraient aux femmes des zones rurales des **SAMOA**, car la violence conjugale y était considérée comme normale par les normes dominantes, et parce que les forces de police y prônaient généralement la réconciliation avec insistance. Ces obstacles ont toutefois commencé à vaciller grâce aux actions menées par le Groupe de soutien des victimes des Samoa, un groupe bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU. Sa tactique a consisté notamment à former près de 400 représentants des villages, dont 74 maires, afin qu'ils apprennent à leurs voisins à mettre fin à la violence et, lorsque celle-ci éclate, à la dénoncer aux autorités compétentes.

CI-DESSUS : Le Groupe de soutien aux victimes des Samoa, un bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU, a rompu le silence qui planait depuis longtemps au sujet de la violence basée sur le genre. Une campagne de sensibilisation nationale, au cours de laquelle un « flambeau de la paix » est passé de communauté en communauté, a contribué à l'adoption de lois plus sévères pour lutter contre la violence en 2013. PHOTO: Avec l'aimable autorisation du Groupe de soutien aux victimes de Samoa

Le groupe a également mené une campagne nationale très visible qui mettait en scène un flambeau de la paix passant de communauté en communauté, transmis de main en main par des chefs de village, des autorités religieuses, des écoliers, des hommes d'affaires, et même par le Premier ministre. Cette campagne a permis de

faire avancer le plaidoyer en faveur de lois plus sévères, qui ont été adoptées en 2013. Parmi d'autres mesures recommandées par le Groupe de soutien, la loi sur les crimes réprime plus sévèrement les crimes à caractère sexuel. D'autre part, la loi sur la sécurité des familles renforce la protection des victimes.

Au **BOTSWANA**, au **BURUNDI**, en **ÉTHIOPIE**, au **KENYA**, en **OUGANDA** et en **TANZANIE**, le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU a aidé Raising Voices et le Centre pour la prévention de la violence domestique à déployer à plus grande échelle une approche réussie de prévention de la violence nommée « SASA ! » (ce qui signifie « Maintenant ! » en kiswahili). Celle-ci consiste à mobiliser les communautés afin de mettre un terme à la violence et à la propagation du VIH/sida en remettant en question les rapports de force inégaux entre les femmes et les hommes. Au fil des activités, les membres de la communauté passent par les différentes étapes du changement de comportement, de la prise de conscience à l'action contre la violence. L'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres a mené une étude d'impact de la méthode SASA !, qui a montré une réduction significative de l'acceptation sociale de la violence conjugale. Dans les zones ayant fait l'objet de l'intervention, les taux mesurés de violence physique envers les femmes du fait de leur partenaire étaient inférieurs de 52 pour cent aux taux des communautés témoins.

Une subvention accordée à l'International Medical Corps en **IRAK** lui a permis de mettre en place un réseau de services intégrés pour les victimes de violence basée sur le genre, dans des centres de soins de santé primaires faciles d'accès. Des travailleurs sociaux formés y ont aidé plus de 5 000 femmes et filles. Grâce à la mise en œuvre d'un nouveau système, le taux de consultation d'avocats a bondi de plus de 50 pour cent. D'après les sondages réalisés à la fin du processus, 95 pour cent des femmes et

des filles qui avaient eu recours à ces services estimaient que ceux-ci avaient amélioré leur qualité de vie.

Depuis sa création, le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU a apporté son soutien

à 368 initiatives dans 132 pays et territoires. Durant son dernier cycle, il a accordé 17 subventions couvrant 18 pays et territoires, pour un montant total de 8 millions de dollars des États-Unis.

BÉNÉFICIAIRES 2013

AFRIQUE

Afrique du Sud

Grassroot Soccer

Skillz Street Plus : donner aux filles les moyens d'agir pour mettre fin à la violence envers les femmes

510 525 dollars E.U.

Mauritanie

SOS-Esclaves

La justice pour les rescapées de l'esclavage en Mauritanie

417 872 dollars E.U.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda

Direction des questions de genre

Mise en œuvre du Plan d'action stratégique national pour mettre fin à la violence basée sur le genre

718 600 dollars E.U.

Jamaïque

Jamaica AIDS Support for Life

Augmenter les chances de diminuer et prévenir la violence envers les femmes dans le contexte du VIH et du sida.

505 115 dollars E.U.

ASIE ET PACIFIQUE

Bangladesh

Bangladesh Nari Progati Sangha

École sûre, communauté sûre

604 708 dollars E.U.

Cambodge

CARE International au Cambodge

Des lieux de travail sûrs, des communautés sûres

981 494 dollars E.U.

Fidji

Medical Services in the Pacific

Autonomisation des femmes et des jeunes par l'accès à l'information pour protéger leurs droits et par l'accès aux services pour protéger leur santé

117 000 dollars E.U.

Inde

Breakthrough Trust

Prévenir la violence : le changement commence maintenant

540 739 dollars E.U.

Indonésie

Ikatan Perempuan Positif Indonesia (IPPI)

Service de guichet unique : services intégrés pour les survivantes de la violence vivant avec le VIH

206 358 dollars E.U.

Myanmar

Action Aid Myanmar

Promouvoir l'accès à la justice : pour un environnement exempt de violence envers les femmes et les filles

300 000 dollars E.U.

Viet Nam

Plan Viet Nam

Modèle pilote d'écoles sensibles au genre

988 699 dollars E.U.

ÉTATS ARABES

Maroc

Initiatives pour la Protection des Droits des Femmes (IPDF)

Faciliter l'accès des femmes survivantes à la justice et à la protection sociale et économique, à travers une chaîne de services intégrée

382 427 dollars E.U.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Arménie

Société exempte de violence

Intégration du genre et de la violence basée sur le genre dans le programme scolaire, dans le cadre du Plan stratégique national 2011-2015

149 998 dollars E.U.

Kosovo

Centre européen d'étude des problèmes des minorités (ECMI) au Kosovo

Renforcer les capacités des communautés minoritaires du Kosovo à lutter contre la violence basée sur le genre

300 522 dollars E.U.

Serbie

Fondation B92

Résidence protégée pour l'autonomisation économique

183 500 dollars E.U.

Ukraine

Fonds des femmes ukrainiennes

Les jeunes filles leaders défendent une position ferme pour contrer la violence parmi leurs pairs

199 260 dollars E.U.

Afghanistan et Tadjikistan

Conseil danois pour les réfugiés

Autonomisation des femmes en Afghanistan et au Tadjikistan pour les personnes déplacées par le biais d'une assistance juridique et d'une formation en vue de combattre la violence envers les femmes

737 587 dollars E.U.

2013

ÉTATS FINANCIERS

ONU Femmes remercie sa famille de donateurs pour son engagement renouvelé et accru. Bien qu'encouragée par l'élargissement et le renforcement de son socle de ressources de base, ONU Femmes doit encore atteindre son objectif de financement pour les années 2013 et 2014, qui s'élève à 610 millions de dollars des États-Unis de ressources totales. Néanmoins, l'Entité a perçu des contributions volontaires pour un montant inégalé à ce jour, soit 275,4 millions de dollars (une hausse de 32,5 pour cent par rapport aux 207,8 millions mobilisés en 2012).

En 2013, les contributions volontaires se sont réparties entre les ressources ordinaires à raison de 156,9 millions de dollars (contre 114,1 millions en 2012) et les autres ressources à raison de 118,5 millions de dollars (contre 93,7 millions de dollars en 2012).

ONU Femmes a dépassé pour la première fois depuis sa création son objectif de base réduit, mais elle ne ménage aucun effort pour entretenir cet élan en accroissant encore le nombre de gouvernements contributeurs et les contributions apportées à ses ressources de base.

ÉTAT DES RÉSULTATS FINANCIERS

exprimés en milliers de dollars E.U.

pour l'exercice terminé au 31 décembre 2013

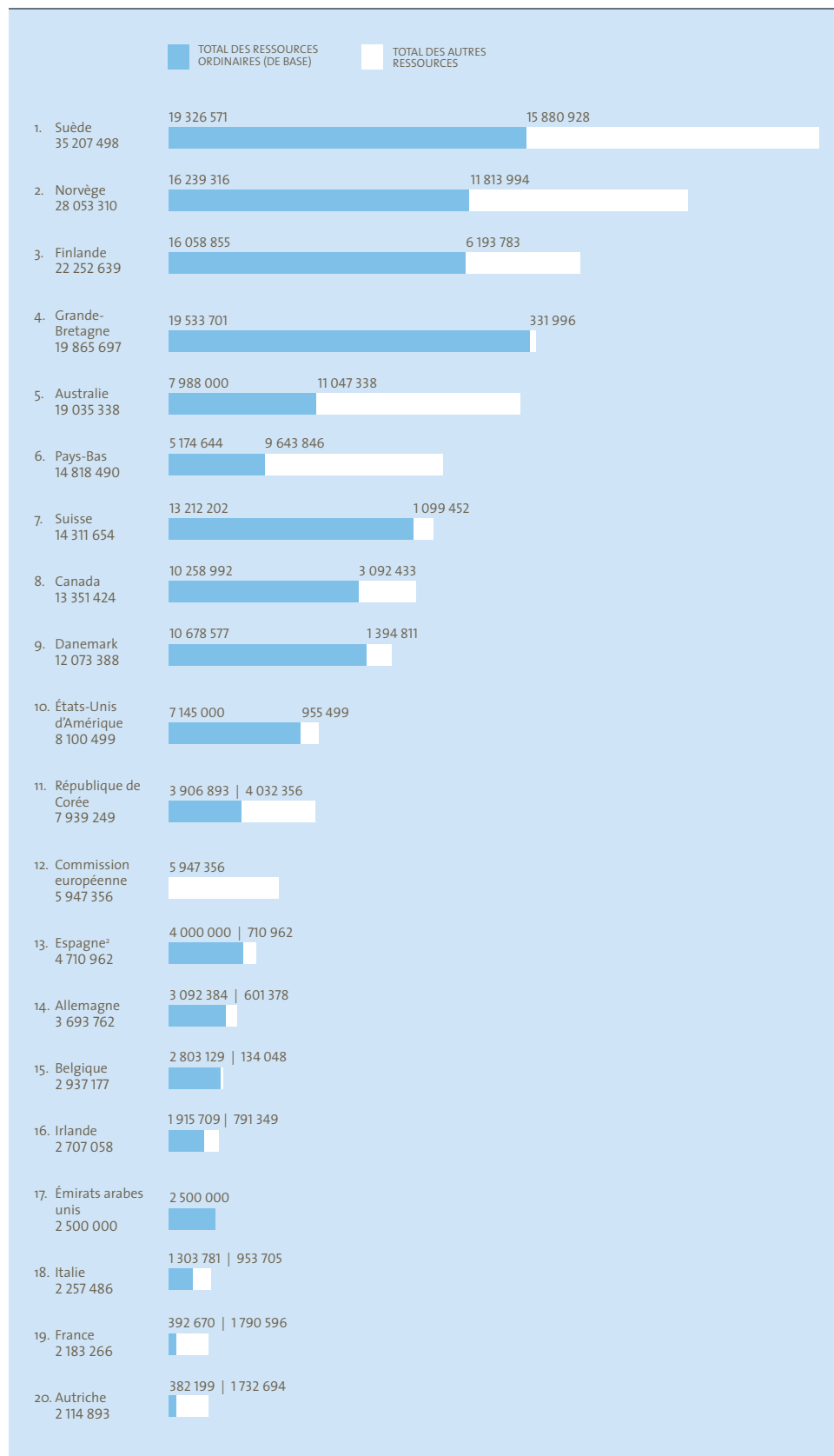
	Ressources ordinaires (de base)	Autres ressources	Ressources estimées	Élimination	TOTAL
REVENUS					
Contributions	156 958	118 465	8 004		283 427
Revenus de placements	1 338	543	-		1 881
Autres revenus	1 727	9 514	-	(8 044)	3 197
TOTAL DES REVENUS	160 023	128 522	8 004	(8 044)	288 505
TOTAL DES DÉPENSES	138 850	125 086	8 213	(8 044)	264 105
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE	21 173	3 436	(209)	-	24 400

REMARQUES :

1. Ces états financiers ont été élaborés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés dans les états financiers pendant la période à laquelle ils se rattachent.
2. Les coûts indirects facturés par ONU Femmes au titre de la gestion des ressources affectées se basent sur un taux de recouvrement de 7 pour cent. Ils sont comptabilisés pendant l'année comme une augmentation des autres revenus et frais de fonctionnement. À la fin de l'année, ces montants sont annulés par compensation entre ces deux postes de l'état de la situation financière.
3. Les contributions mises en recouvrement sont inscrites à titre de dotation annuelle du budget ordinaire des Nations Unies et sont mises en recouvrement et approuvées pour une période budgétaire de deux ans. Le montant de ces contributions est ensuite réparti de manière proportionnelle entre les deux années et considéré sur une base mensuelle.

LES 20 PRINCIPAUX DONATEURS

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, en dollars E.U.¹



REMARQUES :

1. Les chiffres pour les autres ressources comprennent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le Fonds pour l'égalité des sexes.
2. Le montant indiqué pour l'Espagne reflète ses contributions pour les exercices 2012 et 2013.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À ONU FEMMES

des gouvernements et autres donateurs, exprimées en dollars E.U.¹

	Ressources ordinaires (de base)	Autres ressources	TOTAL
Gouvernements			
Afrique du Sud	-	24 310	24 310
Algérie	9 591	-	9 591
Allemagne	3 092 384	601 378	3 693 762
Andorre	51 224	-	51 224
Angola	10 000	-	10 000
Antigua-et-Barbuda	3 000	-	3 000
Arabie saoudite	1 000 000	-	1 000 000
Argentine	30 000	-	30 000
Arménie	2 500	-	2 500
Australie	7 988 000	11 047 338	19 035 338
Autriche	382 199	1 732 694	2 114 893
Azerbaïdjan	9 749	-	9 749
Bahamas	5 000	-	5 000
Bahreïn	20 000	-	20 000
Bangladesh	10 500	-	10 500
Barbade	121 640	-	121 640
Belgique	2 803 129	134 048	2 937 177
Belize	1 000	-	1 000
Bénin	500	-	500
Bhoutan	500	-	500
Bolivie (État plurinational de)	10 000	-	10 000
Brunéï Darussalam	50 000	-	50 000
Burkina Faso	1 373	-	1 373
Burundi	1 500	-	1 500
Cabo Verde	1 000	-	1 000
Cambodge	5 000	-	5 000
Canada	10 258 992	3 092 433	13 351 424
Chili	33 000	-	33 000
Chine	230 000	-	230 000
Chypre	3 960	-	3 960
Colombie	10 000	24 785	34 785
Commission européenne	-	5 947 356	5 947 356
Costa Rica	10 000	-	10 000
Côte d'Ivoire	104 387	-	104 387
Cuba	3 000	-	3 000
Danemark	10 678 577	1 394 811	12 073 388
Djibouti	1 000	-	1 000
Dominique	1 000	-	1 000
El Salvador	500	-	500
Émirats arabes unis	2 500 000	-	2 500 000
Équateur	5 000	-	5 000
Érythrée	200	-	200
Espagne ²	4 000 000	710 962	4 710 962
Estonie	58 442	-	58 442
États-Unis	7 145 000	955 499	8 100 499
Éthiopie	4 972	-	4 972
Fidji	1 000	-	1 000
Finlande	16 058 855	6 193 783	22 252 639
France	392 670	1 790 596	2 183 266
Gabon	50 000	-	50 000
Géorgie	10 000	-	10 000
Ghana	5 000	-	5 000
Grenade	2 000	-	2 000
Guatemala	2 000	-	2 000
Guinée Bissau	150	-	150
Guinée équatoriale	19 990	-	19 990
Guyana	6 966	-	6 966
Haïti	500	-	500
Hongrie	15 000	-	15 000
Îles Marshall	334	-	334
Inde	1 018 560	-	1 018 560
Indonésie	147 000	-	147 000
Irak	8 000	-	8 000
Irlande	1 915 709	791 349	2 707 058
Islande	727 713	942 843	1 670 556
Israël	250 000	10 000	260 000
Italie	1 303 781	953 705	2 257 486
Jamaïque	1 000	-	1 000
Japon	946 809	1 000 000	1 946 809
Kazakhstan	49 970	19 975	69 945
Kirghizistan	100	-	100
Kiribati	1 500	-	1 500
Koweït	50 000	-	50 000

	Ressources ordinaires (de base)	Autres ressources	TOTAL
Lettonie	10 000	-	10 000
L'ex-République yougoslave de Macédoine	500	-	500
Libéria	2 000	-	2 000
Liechtenstein	74 074	10 582	84 656
Luxembourg	1 363 636	681 755	2 045 391
Malaisie	50 000	-	50 000
Malawi	1 000	-	1 000
Maldives	1 000	-	1 000
Mali	10 000	-	10 000
Malte	268	-	268
Maroc	20 000	-	20 000
Maurice	7 500	-	7 500
Mexique	61 956	1 482 274	1 544 231
Micronésie (États fédérés de)	500	-	500
Monaco	19 557	-	19 557
Mongolie	7 000	-	7 000
Monténégro	6 519	-	6 519
Mozambique	5 000	-	5 000
Myanmar	5 000	-	5 000
Namibie	7 500	-	7 500
Niger	100	-	100
Nigéria	201 176	-	201 176
Norvège	16 239 316	11 813 994	28 053 310
Nouvelle-Zélande	2 012 491	36 000	2 048 491
Oman	5 000	-	5 000
Ouzbékistan	11 280	-	11 280
Palaos	100	-	100
Panama	15 000	-	15 000
Paraguay	500	-	500
Pays-Bas	5 174 644	9 643 846	14 818 490
Pérou	2 000	-	2 000
Pologne	32 615	-	32 615
République de Corée	3 906 893	4 032 356	7 939 249
République de Moldavie	8 512	-	8 512
République démocratique populaire lao	1 000	-	1 000
République dominicaine	49 758	-	49 758
République-Unie de Tanzanie	5 000	-	5 000
Roumanie	10 000	-	10 000
Royaume-Uni	19 533 701	331 996	19 865 697
Saint-Kitts-et-Nevis	500	-	500
Saint-Marin	6 793	-	6 793
Saint-Vincent-et-les Grenadines	500	-	500
Samoa	1 000	-	1 000
Sénégal	240 000	-	240 000
Serbie	2 000	-	2 000
Seychelles	1 000	-	1 000
Singapour	50 000	36 177	86 177
Slovaquie	14 307	-	14 307
Slovénie	13 793	-	13 793
Suède	19 326 571	15 880 928	35 207 498
Suisse	13 212 202	1 099 452	14 311 654
Suriname	1 750	-	1 750
Thaïlande ³	26 000	-	26 000
Timor-Leste	15 000	-	15 000
Trinité-et-Tobago	5 000	-	5 000
Tunisie	9 494	-	9 494
Turquie	1 000 000	-	1 000 000
Tuvalu	100	-	100
Uruguay	3 000	-	3 000
Viet Nam	9 480	-	9 480
Zimbabwe	1 000	-	1 000
Contributions totales des gouvernements	156 444 013	82 417 225	238 861 238

REMARQUES :

1. Les chiffres pour les autres ressources incluent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le Fonds pour l'égalité des sexes.
2. Le montant indiqué pour l'Espagne reflète ses contributions pour les exercices 2012 et 2013.
3. Contribution perçue et comptabilisée en 2013.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À ONU FEMMES

des gouvernements et autres donateurs, exprimées en dollars E.U.

	Ressources ordinaires (de base)	Autres ressources	TOTAL
Comités nationaux			
Allemagne	-	39 849	39 849
Australie	-	300 504	300 504
Autriche	-	2 714	2 714
Canada	-	8 189	8 189
États-Unis d'Amérique	39 983	38 204	78 187
Finlande	109 117	245 062	354 178
Islande	7 919	227 477	235 396
Italie	6 444	-	6 444
Japon	-	52 050	52 050
Nouvelle-Zélande	-	52 968	52 968
Royaume-Uni	7 540	58 480	66 020
Singapour	-	66 121	66 121
Suède	-	6 449	6 449
Suisse	-	65 981	65 981
Contributions totales des comités nationaux	171 003	1 164 049	1 335 051

Fondations, secteur privé et autres donateurs

Banque asiatique de développement	-	127 405	127 405
CARE International	-	48 544	48 544
Centre norvégien des droits de l'homme (NCHR)	-	20 603	20 603
Cinema for Peace	20 000	-	20 000
Ford Foundation	-	237 200	237 200
Initiative d'intervention rapide au service de la justice	-	124 399	124 399
Itaipu Binacional	-	3 500	3 500
Kraft Foods Middle East and Africa Ltd	-	75 000	75 000
Maria Holder Memorial Trust	-	79 200	79 200
Proya Cosmetics Co Ltd	-	589 317	589 317
Sunflower Media Company	-	26 852	26 852
TAG Heuer SA	228 748	-	228 748
The Coca Cola Company	-	1 389 989	1 389 989
The William and Flora Hewlett Foundation	-	250 000	250 000
UNFCU	-	10 000	10 000
UNHate Foundation	-	134 777	134 777
Urgent Action	-	19 965	19 965
Variety Foundation	11 500	-	11 500
Zonta International & Zonta International Foundation	-	912 000	912 000
Divers donateurs	34 973	39 401	74 374
Total des fondations, du secteur privé et des autres donateurs	295 222	4 088 152	4 383 374

Organismes des Nations Unies

Commission économique pour l'Afrique	-	70 897	70 897
FAO	13 200	1 420 333	1 433 533
FIDA	-	210 908	210 908
FNUAP	-	3 012 057	3 012 057
FNUD	-	174 920	174 920
Fonds pour la réalisation des OMD	-	4 605	4 605
HCR	17 000	20 000	37 000
MDTFO	-	17 393 346	17 393 346
Nations Unies	-	155 150	155 150
OCHA	-	481 607	481 607
OIM	-	5 000	5 000
OIT	-	151 372	151 372
ONUSIDA	-	529 180	529 180
PAM	18 000	97 823	115 823
PNUD	-	4 524 051	4 524 051
UNICEF	-	1 790 465	1 790 465
UNOPS	-	75 597	75 597
UNTFHS	-	678 004	678 004
Contributions totales des organismes des Nations Unies	48 200	30 795 316	30 843 516

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'ONU FEMMES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AU FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

des gouvernements et autres donateurs, exprimées en dollars E.U.

	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes	Fonds pour l'égalité des sexes
Gouvernements		
Afrique du Sud	24 310	
Allemagne	394 022	
Australie	1 863 933	
Autriche	130 890	
Irlande	637 896	
Islande	145 311	
Israël	10 000	
Italie	675 190	
Japon	1 000 000	
Kazakhstan	19 975	
Liechtenstein	10 582	
Pays-Bas	4 992 525	1 000 000
Singapour	36 177	
Contributions totales des gouvernements	9 940 811	1 000 000

Comités nationaux

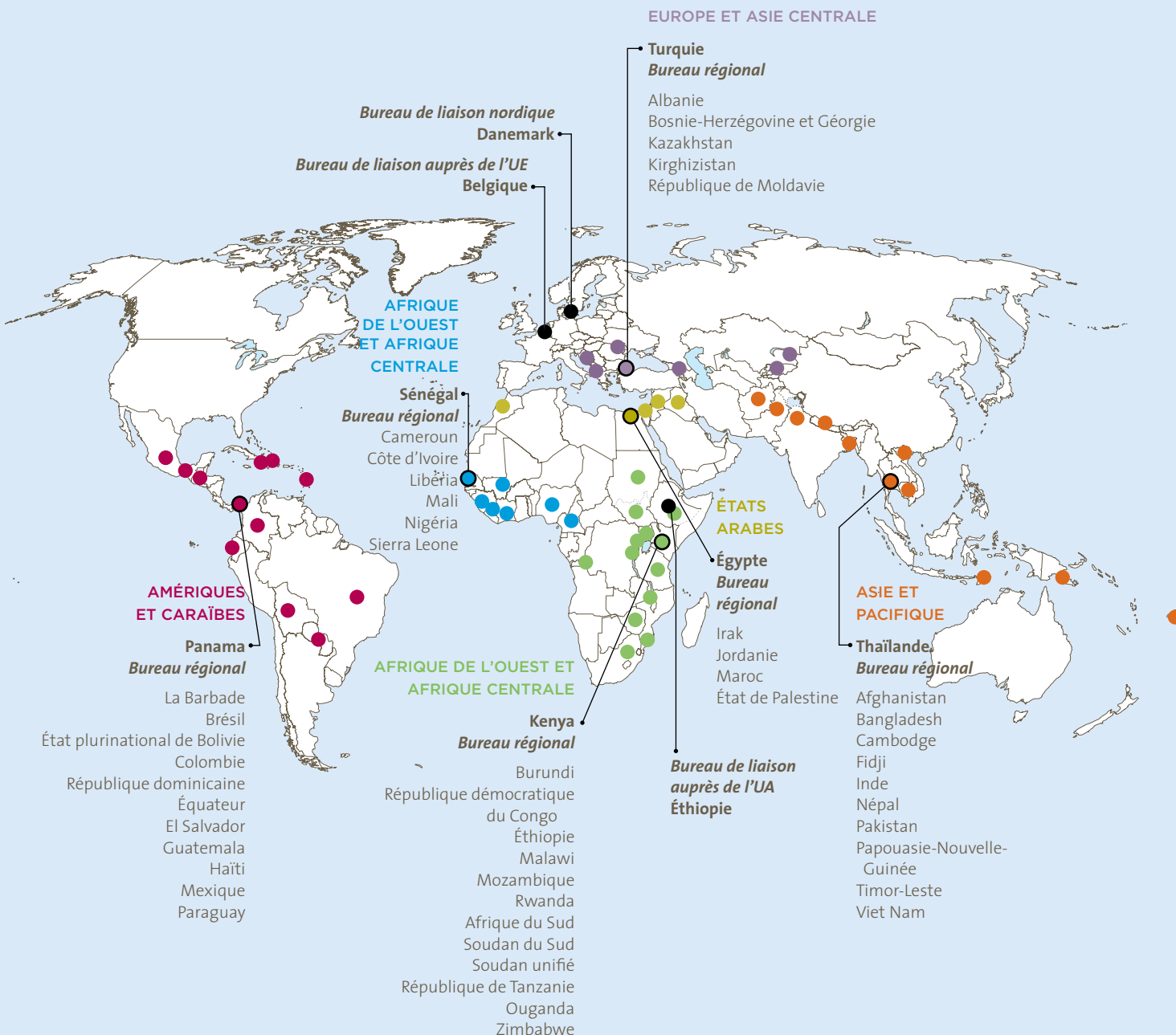
Allemagne	13 326	13 587
Autriche	2 714	
États-Unis d'Amérique	4 950	
Finlande	21 739	
Islande	207 477	
Japon	13 936	
Royaume-Uni	351	
Suède	6 449	
Suisse	9 795	
Contributions totale des comités nationaux	280 738	13 587

Fondations, secteur privé et autres

Zonta International & Zonta International Foundation	662 000
Divers donateurs	1 465
Total des fondations, du secteur privé et autres	663 465

ONU FEMMES DANS LE MONDE

Bureaux régionaux, multipays, de pays et de liaison





220 East 42nd Street
New York, New York 10017, États-Unis
Tél: 646-781-4400
Fax: 646-781-4444

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen

